mentionnée, sera considéré comme frauduleux et puni d'une amende du décuple droit sur la partie enlevée.

Art. 57. Les frais de pesée et de mesurage, dans les cas d'importation ou d'exportation, comme dans tous autres cas où cette vérification est prescrite par le présent décret, seront supportés par les contribuables et perçus par les préposés, sur le pied des tarifs locaux existants.

Le jaugeage de la saumure et de l'eau de mer se fera sans frais.

Art. 58. Toutes les dispositions de la loi générale en vigueur, auxquelles il n'est pas dérogé par des dispositions spéciales du présent décret, sont et demeurent maintenues.

Art. 59. Les quittances de paiement d'accise sont délivrées sur un timbre proportionnel dont le droit est fixé à 10 pour cent du montant réuni de l'accise et des centièmes additionnels.

Art. 40. Les acquits-à-caution et documents requis pour l'importation, l'exportation, les transcriptions et le transport du sel et de la saumure, sont délivrés sur un timbre, d'après le tarif suivant :

En-dessous		
de 100 livres de sel,	exempt de timbre.	
de 100 livres jusqu'au-		
dessous de 1,000 liv.	sur un timbre de 0-25 cents.	
de 1,000 livres jusqu'au-		
dessous de 5,000 liv.	—	0-50 —
de 5,000 livres jusqu'au-		
dessous de 10,000 liv.	—	fl. 1-00 —
non compris les centièmes additionnels de l'impôt du timbre dû pour les documents compris dans le présent article.		

Trois barils de saumure de 10 degrés de densité et au delà sont assimilés, pour l'application du présent tarif, à 100 livres de sel.

Les documents délivrés pour les transports de saumure en dessous de 10 degrés, sont exempts de timbre.

Dispositions transitoires.

Art. 41. Afin de régler, conformément aux articles qui précèdent, les comptes actuels des négociants et sauniers, on se conformera aux dispositions suivantes :

1^o A l'égard des négociants jouissant de crédit permanent pour le sel brut, leur compte sera continué sur le pied actuel, si, toutefois, ils ont dès à présent un compte séparé pour chacun de leurs magasins; dans le cas contraire, il devra être procédé à des vérifications pour constater les quantités déposées dans chaque local, et pour pouvoir opérer régulièrement la séparation des comptes.

2^o A l'égard des sauniers qui désirent être en même temps négociants en sel brut, et conserver en cette qualité le crédit permanent pour une partie de leur approvisionnement, ils feront, endéans les huit jours, au receveur, la déclaration des quantités et espèces de ce sel qu'ils entendent soumettre à l'emmagasinage et aux conditions prescrites pour jouir de ce crédit; le receveur, après avoir fait vérifier l'existence et l'emmagasinage séparé de cette quantité, en formera le premier article de prise en charge au compte de crédit permanent.

Pour les uns et les autres, toutes les quantités de sel brut, raffiné ou de saumure, résultant de leur compte précédent, et qui ne font pas partie de cette nouvelle prise en charge, seront liquidées en compte de crédit à termes proportionnels, payables aux échéances stipulées dans l'article qui précède.

3^o Les sauniers qui voudront en outre se réserver la faculté de transporter du sel brut ainsi pris en crédit à termes en feront également, endéans les huit jours, au receveur, la déclaration des quantités qu'ils voudront soumettre à cet effet aux conditions prescrites par les articles.

Le receveur, après avoir fait vérifier l'existence et l'emmagasinage spécial de ces quantités, en fera inscription au compte courant à tenir à cette fin.

Présenté au nom du gouvernement par le ministre des finances.

Bruxelles, le 19 mai 1851.

C. DE BROUCKERE.

(A. G.)

N^o 259.

Accise sur le sel.

Rapport fait par M. D'ELHOUNGNE, dans la séance du 25 juin 1851 (a).

MESSIEURS,

Chargé de vous présenter le résumé de l'examen que le projet de loi relatif à l'impôt sur le sel vient de subir dans les diverses sections du congrès, et de vous rendre compte des motifs déterminants de la section centrale pour vous proposer, soit l'adoption, soit le rejet des nombreuses modifications qu'on lui a soumises, je me vois forcé de les ranger sous un

(a) Ce rapport n'a point été discuté.

petit nombre de divisions, pour vous les présenter, messieurs, dans un ordre méthodique et éviter des répétitions fastidieuses.

§ I^{er}. *Observations préliminaires.*

I. Vous le savez, messieurs, la publicité est l'âme du gouvernement représentatif, tout comme les lois sont l'œuvre du temps, du développement des besoins sociaux, des progrès de la raison publique. Elles doivent satisfaire aux uns, elles doivent être l'expression fidèle des autres. De là, messieurs, la nécessité, et je dirai même le devoir pour nous, de maintenir et de resserrer les relations existantes entre la nation et ses représentants, par des communications intimes et fréquentes sur tous les intérêts sociaux.

L'exercice du droit d'examen et du droit de pétition de la part des citoyens, la publication des projets, de la part de l'autorité, longtemps avant leur conversion en lois, sont des moyens simples et naturels pour entretenir ces relations ou les faire naître. Comment se fait-il qu'ils soient si rarement et si imparfaitement employés? La remarque en a été faite, messieurs, dans le sein de vos sections. La 1^{re} a exprimé le regret que le projet de loi sur le sel n'eût pas subi l'épreuve d'un examen préalable dans les chambres de commerce, et la 10^e que le public n'eût pu le soumettre à sa critique. Aussi, la section centrale, appréciant ces observations, se fait-elle un devoir d'émettre le vœu de voir à l'avenir le gouvernement publier longtemps à l'avance tout projet de loi qu'il se proposera de présenter à la législature, et de recueillir les observations des chambres de commerce à chaque fois qu'il s'agira des lois relatives aux contributions ou à toute autre matière de nature à exercer quelque influence sur l'industrie et le négoce. Ce sera le moyen d'imprimer aux actes législatifs ce cachet de maturité et de perfection, qui est le gage de leur durée; et il faut convenir, messieurs, que de toutes les branches de la législation, aucune peut-être ne réclame autant le concours de toutes les lumières que celle qui régit les impôts. Les difficultés de la matière, son importance, la masse d'intérêts sur laquelle les lois fiscales disposent, et ajoutons encore, les défauts innombrables qui entachent chez nous cette partie si importante de la législation, tout contribue à nous faire éprouver le besoin et à nous imposer le devoir de nous mettre en état de justifier l'attente et la confiance de la nation, en la délivrant au plus tôt du funeste héritage que nous a légué le gouvernement précédent.

II. Dans d'autres sections, on s'est vivement récrié contre la mauvaise distribution du projet et ses

vices de rédaction. Pour faire droit à cette observation, dont la section centrale sent toute la justesse, il aurait fallu refondre le projet de fond en comble, et le réduire à des dimensions bien étroites : travail long et difficile de la part de la section, parce qu'elle n'eût pu l'entreprendre qu'après avoir recueilli des renseignements sur des procédés et des manipulations sur lesquels ses membres ne possèdent que des notions superficielles. D'un autre côté, ces recherches eussent retardé l'introduction d'améliorations importantes, réclamées depuis si longtemps par les contribuables, et réalisées par le projet tel qu'il est. En faveur du fond, la section a glissé, quoique à regret, sur la forme, tout en manifestant le désir que le ministère apporte dorénavant plus de soins à la rédaction des lois, et s'efforce d'y introduire enfin cette clarté, cette précision, cette simplicité qui tarissent les difficultés dans leur source, en les empêchant de naître, assurent l'empire de la loi et dérobent le contribuable à la calamité de l'interprétation administrative.

III. Le gouvernement précédent avait complètement dénaturé le système décimal, par la substitution à une nomenclature rationnelle, de dénominations bizarres d'autres temps. Toute analogie entre les mots et la chose se trouve rompue dans cette malheureuse conception. Dans le projet actuel, on a évité d'employer ces dénominations surannées, qui ont l'inconvénient majeur de présenter une équivoque, à moins de rappeler sans cesse qu'il s'agit d'une innovation. On désire que le fisc donne l'exemple d'un retour franc et net vers une nomenclature si intimement liée au système actuel des poids et mesures, que les treize mots dont il se compose le font connaître dans son ensemble et ses détails. C'est par ces motifs, que la section propose de substituer partout les expressions de *kilogramme* et d'*hectolitre* à celle de *livre* et de *baril*.

§ II. *De la quotité du droit, de son assiette, de ses extensions nouvelles et de ses accessoires.*

ART. 1^{er}.

I. Un impôt sur une denrée de première nécessité qui en sextuple le prix naturel, excitera toujours de vives réclamations du consommateur et la cupidité du contribuable. Sa perception, entravée de mille manières et sans cesse éludée, exigera des moyens de surveillance qui absorberont une partie considérable des produits, et des mesures qui, plaçant le contribuable hors du droit commun, le soumettent à un régime exceptionnel toujours odieux. C'était dans la vue d'atténuer ces graves inconvénients que les 1^{re} et 10^e sections ont proposé de

réduire d'un tiers le principal de l'accise sur le sel, en le fixant à 4 florins par quintal métrique. Mais à la section centrale, la crainte de compromettre les ressources du trésor a fait rejeter la proposition par trois voix contre quatre.

En revanche, la majorité a maintenu l'exception de l'impôt en faveur de l'eau saumâtre marquant moins de 5 degrés au pèse-sel de Cartier. Elle a cru que le léger avantage qu'en recueilleraient les sauniers à portée de l'employer se trouve neutralisé, et au delà, par le prix plus élevé auquel ils doivent se procurer le combustible, lequel s'élève, comme on sait, à mesure qu'on se rapproche de nos côtes.

La section centrale a toutefois admis une exception à cette exemption, à l'égard des établissements qui fabriquent le sel au moyen de l'évaporation de l'eau de mer, sans mélange de saumure. Dans ce cas, le saunier prendra l'eau saumâtre en charge à raison de 16 grammes par litre de liquide, et l'on percevra le droit sur ce pied.

L'importation du sel raffiné se trouvant déjà frappé d'un droit de 16 fl. par quintal métrique, la 10^e section a pensé qu'il fallait maintenir l'exemption actuelle quant à l'accise. Ces importations sont sans importance, et une augmentation de l'impôt, sans produire un avantage réel à nos sauniers, en tarirait la source : aussi, la section centrale a-t-elle accueilli le vœu de la 10^e section, et vous propose-t-elle, messieurs, d'adopter le changement de rédaction qu'elle a fait en conséquence aux articles 1, 17 et 20.

Le projet impose la saumure non selon le degré de sa saturation, mais d'après un tarif arbitraire, qui doublerait l'impôt pour une différence presque inappréciable. Il frappe d'un droit uniforme la même quantité de saumure, dont l'une contient trois fois plus de sel que l'autre, sans cependant que le saunier puisse jamais retirer, même de la saumure la moins imposée, la quantité de sel pour laquelle il acquitterait le droit. Ainsi, par exemple, la saumure de 10 degrés, qui tient à peine 15 kilogrammes de sel en dissolution, se trouverait frappée du même impôt de 2 fl. par hectolitre, que celle marquant 25 degrés, qui contient plus de 55 kilogrammes de sel. Cette inégalité choquante, la section centrale propose de la faire disparaître par l'adoption d'un droit proportionné au degré de concentration de la saumure. Elle a pris pour base de cette fixation l'échelle du pèse-sel de Cartier, dont chaque série progressive de 5 degrés dénote la présence de 4 kilogrammes de sel de plus que celle qui la précède, par hectolitre de saumure.

Ces diverses améliorations seront réalisées par l'adoption de la nouvelle rédaction de l'article 1^{er}, que la section centrale a l'honneur de vous présenter.

ART. 39 et 40.

II. Indépendamment du droit d'accise proprement dit, le projet frappe encore le contribuable de deux droits de timbre, l'un proportionnel d'après la somme, et l'autre fixe, quoique variable dans sa quotité, de 25 cents à 1 fl. Ni l'un ni l'autre ne sont nouveaux ; mais sous la loi du 2 août 1822, le premier varie dans toutes ses séries, d'après une échelle uniforme quant à la base, de 5 à 10 pour cent du droit principal ; et l'autre n'a cessé d'exciter de fréquentes réclamations, ainsi qu'en font foi les pétitions déposées dans nos archives.

D'après le projet, le droit de timbre sur les quittances serait uniformément de 10 pour cent, et il s'étendrait en outre sur les cents additionnels.

La 6^e section a demandé le retour pur et simple au tarif de 1822, question sur laquelle il y a eu partage à la section centrale. Mais la majorité de celle-ci aurait volontiers adopté la réduction du taux à 5 pour cent des droits dus, ce qui aurait fait disparaître l'inégalité qui vicie l'ancien tarif, si elle avait pu effectuer ce changement sans bouleverser et compliquer la comptabilité de toutes nos contributions indirectes, toutes accrues de la même taxe accessoire de 10 pour cent.

L'autre droit de timbre se perçoit sur les acquits-à-caution et autres documents dont le contribuable doit se pourvoir dans des cas spéciaux. Quelques membres pensent qu'il convient de purger notre législation fiscale de tous ces droits accessoires qui faussent les lois hollandaises, et excitent le mécontentement de tous ceux qui veulent que les lois soient vraies et n'usent jamais de détours pour atteindre le contribuable. Mais la majorité, sans contester la vérité et la justesse de ces reproches, a cru devoir rejeter l'exemption réclamée par la 8^e section, par le même motif qui lui a fait maintenir le taux actuel de la taxe principale.

La 10^e section a demandé que ce droit de timbre fût réduit au taux uniforme de 50 cents, pour les acquits-à-caution et les permis, quand la quantité de sel excéderait deux quintaux, avec exemption pour les quantités inférieures ; et à 10 cents dans les mêmes cas, pour les passavants, conformément à l'article 10 de la loi non publiée du mois de juin 1850. Il y a eu pareillement partage à la section centrale sur cette question, ce qui assure la priorité au texte du projet.

§ III. — *Sûreté de l'impôt.*

ART. 2.

I. La section centrale s'est fait un devoir d'assurer la perception de l'impôt, sans méconnaître les

droits du contribuable à jouir des avantages de sa position particulière ou locale. Ainsi, tout en supprimant des déductions sans cause, et des exemptions dont une triste expérience a dévoilé les inconvénients, la section a l'honneur de vous proposer, messieurs, l'érection d'un bureau d'entrée et de déchargement dans le Luxembourg, et l'établissement d'un nouveau bureau de déchargement à Termonde.

Depuis quelques années, on exploite à Dieuze, en Lorraine, une mine de sel gemme. Animée par cet esprit de justice qui doit présider à la confection des lois, la section centrale propose d'établir un bureau d'entrée et de déchargement à Frisange, afin d'assurer aux habitants du Grand-Duché la jouissance d'un avantage de position qu'ils tiennent de la nature. Mais la majorité a rejeté la proposition d'établir en outre un semblable bureau à Remich, par le motif péremptoire que la multiplicité des bureaux et la position particulière de cette dernière commune, seraient destructives d'un impôt déjà par trop en butte aux manœuvres frauduleuses de la contrebande.

L'introduction du sel par la voie de terre réclame des mesures de précaution spéciale. A la section centrale, on a pensé qu'on pouvait les réduire à l'obligation de faire la déclaration et de procéder immédiatement au déchargement à l'arrivée du transport au bureau de Frisange. Elle ne se dissimule pas combien cette mesure offre peu de garantie solide, en présence de l'intérêt personnel excité par l'appât d'un gain considérable. Mais cet inconvénient est inhérent à tout impôt trop élevé : en excédant les limites de la modération, on donne naissance à la contrebande ; on fomenté cette guerre intestine et sourde entre le contribuable et les agents du trésor, qui travaille la plupart des États modernes, et l'on sème la corruption partout.

II. Par une pétition adressée au congrès, d'honorables citoyens ont demandé que l'on étendit à Termonde un avantage dont jouissent Bruges, Bruxelles, Gand et Louvain, sièges d'un bureau de déchargement.

Cette demande a trouvé de l'écho dans la 6^e, la 8^e et la 10^e section, et la section centrale l'a accueillie. Elle le sera sans doute par vous, messieurs, puisqu'il suffit de jeter un regard sur la carte, pour se convaincre que la position relative de Termonde est identique à celle de ces quatre villes, à l'égard des ports d'où leur arrive le sel.

III. Mais la section centrale n'a pas cru qu'elle pût faire le même accueil à la demande de la chambre de commerce de Bruges, sollicitant pour cette ville l'assimilation de son port aux communes où l'article 2 fixe les bureaux d'entrée. On ne peut méconnaître

que Bruges, formant un port à l'intérieur tout comme Anvers, on ne peut y placer un bureau d'entrée, que le projet refuse d'ailleurs à cette dernière ville, sans ouvrir une large voie à la contrebande. Comment se flatter d'empêcher les versements en fraude d'une denrée aussi fortement imposée que l'est le sel, pendant un trajet de plusieurs lieues, par un canal abordable sur tous les points?

ART. 26.

IV. Les déductions que le projet accorde aux sauniers sur les quantités de sel brut qu'ils raffinent, n'ont point de cause et ne se justifient par rien.

Bien loin d'éprouver des pertes, l'expérience journalière démontre que l'opération produit souvent un excédant en poids, par l'absorption d'une partie des ingrédients employés dans la manipulation.

D'ailleurs, messieurs, le déchet serait aussi réel qu'il est peu constant, qu'il n'y aurait pas plus de motif d'accorder ces déductions. Si les diverses espèces de sel brut présentent à cet égard des différences, laissons à l'intérêt personnel et à l'industrie le soin de choisir entre elles ; ils sauront mieux que nous déterminer celles qui méritent la préférence, sans recourir à tous nos tarifs si défectueux, puisque nous ne cessons de les changer.

D'un autre côté, la perte étant égale pour tous les sauniers qui emploient les mêmes espèces de sel brut, ceux-ci possèdent le moyen de s'en couvrir, en établissant leurs prix en conséquence. La section centrale, organe des sections dans le sein desquelles on a émis le vœu de supprimer ces déductions qui compliquent bien gratuitement la liquidation des droits, vous propose, messieurs, de retrancher du projet l'article 26.

ART. 27.

V. L'exemption de l'impôt accordée à quelques industries, sur le sel qu'elles emploient comme matière première, est devenue une source abondante d'abus.

Tantôt le fisc l'a réduite à un vain mot, par ses refus arbitraires, ou par les restrictions destructives de la concession qu'il y a mises. Tantôt la contrebande s'en est servie comme d'un instrument utile à ses fins, et a organisé une fraude active ; et pendant ce conflit perpétuel contre les lois, l'exemption inconsidérément promise à l'agriculture et à l'industrie a été constamment exploitée par la faveur et l'intrigue, au détriment de la libre concurrence, au préjudice du trésor, à l'exclusion et à la ruine des petits établissements. Cette funeste vérité ressort, jusqu'à l'évidence, du simple énoncé du nombre si minime d'individus auquel le fisc a en quelque sorte inféodé la jouissance de

l'exemption que la loi accorde aux tanneurs, blanchisseurs, savonniers, potiers, fabricants de papier, de faïence, de soude, de vitriol, d'eaux-fortes et d'une multitude d'autres produits, qui tous emploient le sel marin dans leurs usines. Il s'élève pour nos neuf provinces, en tout et pour tout, au chiffre dérisoire de 508, et la faveur a été concédée sous les conditions les plus dissemblables, les plus bizarres, et toujours à titre précaire et révocable au gré des agents du trésor.

Personne d'entre vous n'ignore, messieurs, de quelle importance est, dans l'économie rurale l'emploi du sel dans les aliments du gros et du menu bétail. L'exemption, pour devenir juste, devrait s'appliquer à toute notre population agricole, qui forme peut-être les 5/6 de la population totale; et c'est à sept agriculteurs riches, disséminés dans quatre provinces, que la main avare du fisc a concédé le monopole d'administrer le sel à leur bétail, en franchise du droit d'accise qui pèse sur leurs compétiteurs, accable la nation entière et écrase le labourer et toute la classe ouvrière!

C'est en faveur de l'agriculture que l'une de vos sections, messieurs, réclame l'exemption.

Dans une autre, on a insisté pour la restreindre aux arts industriels.

A la 10^e, on ne la demande qu'en faveur de la pêche nationale, tout en appuyant sur la publication des règlements occultes que l'on vous propose, par le projet, de sanctionner de confiance, et même par anticipation, pour toutes les modifications futures qu'une administration versatile trouvera convenable de leur faire subir par la suite.

De leur côté, les habitants de trois communes du Limbourg sollicitent, de la justice du congrès, une espèce de *draw-back* ou restitution des droits, pour le fromage qu'ils exportent, en considération du sel qu'il contient et dont ils ont acquitté l'accise.

Au milieu de ces réclamations divergentes, toutes dirigées dans un intérêt exclusif, et abstraction faite de la difficulté de les accueillir sans détruire l'impôt, deux autres sections (la 6^e et la 8^e), envisageant la question sous ses véritables rapports, et l'embrassant dans son ensemble, n'ont pas hésité de se prononcer contre le système des exemptions en général, tout en manifestant le désir de soulager le contribuable, par une réduction de l'impôt profitable à tous, sans acception de lieu, d'état, de personne; réduction qui, dans leur manière de voir, aurait tourné à l'avantage du trésor, bien loin de diminuer ses ressources, par l'augmentation de la consommation du sel, que la modération d'un impôt accablant ne manquerait pas de produire.

La section centrale aurait désiré venir au secours des agriculteurs du Limbourg, plus particulièrement frappés par l'accise sur le sel. Mais elle n'avait pas mission de toucher ainsi incidemment au tarif des douanes, que l'on ne peut modifier dans un point, sans s'exposer de l'empirer dans vingt autres de ses dispositions, et d'en rompre l'ensemble. Quoique à regret, elle s'est abstenue de vous rien proposer sur une réclamation dont elle aime à proclamer la justice, et qu'elle se permet de recommander à toute la sollicitude de la commission des pétitions.

Elle n'a pas hésité à maintenir l'exception en faveur de nos pêcheries, parce qu'elle s'est assurée qu'on peut l'accorder à tous ceux qui se vouent à l'état si intéressant de pêcheur, sans aucune restriction individuelle, sous les conditions maintenant en usage, sans avoir à craindre de voir la contrebande s'en emparer pour frustrer le trésor.

Elle avait également admis en principe l'exemption du droit sur le sel employé dans les aliments du bétail. Mais quand elle a ensuite voulu poser les bornes, pour empêcher que l'usage d'une faveur ne devînt une cause de ruine pour l'impôt, ou ne dégénérât en un privilège exploité par les gros fermiers, à l'exclusion et au détriment de la classe, déjà si maltraitée, des laboureurs et des petits métayers, ou, ce qui serait encore plus fatal au pays, ne suggérât l'idée d'établir une espèce de gabelle, chargée du débit exclusif du sel mêlé à des matières qui le rendit impropre à la consommation de l'homme; à l'aspect de toutes ces difficultés, et frappée des inconvénients qu'entraînerait l'exemption déjà votée, la section centrale a reculé devant son propre ouvrage, et n'ose plus vous proposer, messieurs, d'étendre l'affranchissement de l'impôt au sel à consommer par le bétail.

Une industrie à la prospérité de laquelle est étroitement liée celle de nos nombreuses et belles verreries, ne peut se soutenir un instant, dès que le sel qu'elle emploie, et qui forme la base même de ses produits, est frappé des droits d'accise. Pour elle, l'exemption de l'impôt est une question d'existence: il faudra donc bien la lui conserver, si la concession n'entraîne pas les inconvénients qui nous ont décidés à la refuser à d'autres industries; et, par bonheur, sa position toute spéciale permet de le faire.

D'abord, la Belgique, ne possédant que quatre fabriques de soude, il sera facile de surveiller un nombre aussi minime d'usines, de manière à dérouter la contrebande, sans entraîner le trésor dans des dépenses extraordinaires.

Mais la considération décisive dans l'espèce, c'est que l'expérience de plusieurs années, ayant dé-

montré l'efficacité des moyens employés jusqu'ici pour rendre le sel délivré à ces fabricants, en franchise de droits, impropre aux usages culinaires, la section centrale n'hésite pas de proposer au congrès le maintien de l'exemption.

Cependant, pour ne rien laisser à l'arbitraire de l'homme et empêcher le retour de tout abus, elle propose d'insérer au projet même les dispositions des règlements en usage à l'égard des deux seules exemptions qu'elle croit utiles d'admettre, et qui garantissent suffisamment les droits du trésor, ainsi que l'expérience l'a démontré.

§ IV. Garantie des contribuables.

En entourant ainsi de précautions les intérêts du trésor, la section centrale n'a pas non plus perdu de vue les droits du contribuable. L'affranchir de toute formalité vaine ou vexatoire, le dérober à l'arbitraire des agents parfois trop zélés du trésor, lui assurer le plein et libre exercice des droits de propriété, voilà, messieurs, les objets qui ont spécialement attiré son attention dans l'examen d'un projet dans lequel on n'a pas toujours respecté ces droits sacrés.

ART. 23, § 1^{er}.

I. Aux termes du n° 1^o de l'article 23, la contiguïté des magasins de sel aux bâtiments des entrepôts publics, est une condition impérieusement prescrite.

S'il s'agissait de doter le pays d'une nouvelle branche de commerce, nous concevions peut-être l'utilité d'une disposition pareille.

Mais il est à remarquer, messieurs, que le commerce du sel fleurit chez nous de temps immémorial; qu'il exige des locaux exclusivement affectés au dépôt de cette denrée, tout bâtiment ayant une fois servi à cette destination devenant dès lors impropre à tout autre usage; qu'enfin tous ceux qui exercent en Belgique la profession de saunier ou de marchand de sel sont pourvus des magasins que leur commerce réclame.

Exiger maintenant qu'ils se procurent d'autres locaux contigus à un entrepôt public, ce serait d'abord les astreindre à une condition le plus souvent impossible à remplir; et, d'un autre côté, occasionner gratuitement des pertes considérables aux propriétaires des magasins actuels, dont, d'un trait de plume, l'auteur du projet anéantit la propriété.

Deux sections (la 8^e et la 10^e) se sont élevées avec force contre cette disposition: la section centrale en propose la suppression.

ART. 28, § 1^{er}.

II. Aux termes de la loi actuelle, l'érection de

tout établissement de fabrication de sel au moyen de l'évaporation artificielle de l'eau de mer, est soumise à l'obtention d'une espèce d'octroi, à solliciter de l'autorité royale.

Dans le projet, on conserve religieusement cette disposition, inconciliable avec la liberté de l'industrie, si formellement garantie par la constitution, si profondément enracinée dans nos mœurs, et non moins indispensable aux progrès des arts industriels qu'à la prospérité de l'État.

Les mêmes sections ont relevé cette disposition inconstitutionnelle. La section centrale propose de remplacer l'autorisation préalable du pouvoir exécutif, par une simple déclaration préalable aux agents locaux du trésor: formalité suffisante pour éveiller leur zèle et stimuler leur activité, afin d'étendre au nouvel établissement la surveillance dont la loi les charge.

ART. 28, dernier §.

III. Un changement de rédaction dans ce sens a aussi pour objet de réprimer l'arbitraire, toujours si habile à s'emparer d'un mot équivoque, d'une expression ou louche ou vague, pour donner l'essor à ses caprices et tracasser le citoyen.

ART. 6, § 1^{er}.

IV. C'est ce penchant trop commun des hommes du pouvoir, à dépasser la limite légale de leur autorité, qui avait déterminé la 8^e section à demander un changement à l'article 6, afin que les marchands de sel ne fussent pas livrés à la discrétion de quelque agent du trésor, quant à la désignation de l'endroit du déchargement dans les ports, dont la police d'ailleurs appartient à l'administration municipale. Mais la majorité de la section centrale n'a pas été touchée de ces motifs, et a cru le maintien de la disposition indispensable à la sûreté de l'impôt.

ART. 6, § 2^e.

V. Mais la majorité a senti qu'un délai de quatre jours pour effectuer le déchargement d'un navire de 150 à 300 tonneaux, et peser la cargaison entière, est manifestement insuffisant. La minorité avait proposé de le doubler; peut-être faudrait-il le graduer d'après la capacité du bâtiment. La majorité a adopté comme *mezzo termine* le délai uniforme de six jours, à l'expiration duquel le salaire des gardes placés à bord cessera d'être à la charge du trésor, pour passer à celle du capitaine ou du propriétaire du sel.

ART. 13, n° 3^o.

VI. Pour prévenir toute fausse interprétation, la section centrale propose de substituer à une phrase

ambigüe de l'article 15, une autre qui lèvera toute incertitude sur son intention bien formelle d'attribuer exclusivement à la loi la faculté de concéder l'exemption de l'accise.

ART. 11, n° 2°; ART. 18; et ART. 19, n° 2°.

VII. Quelques membres de la 10^e section ont cru découvrir la création d'un privilège en faveur des sauniers dans les combinaisons du n° 2° de l'article 11, avec l'article 18 et le n° 2° de l'article 19.

En effet, la phrase finale du n° 2° de l'article 11 enlève aux marchands de sel un mode d'apurer leurs comptes avec le trésor, sans bourse délier, dont jouissent les sauniers. Ceux-ci peuvent obtenir leur décharge non-seulement par la livraison de sel à d'autres sauniers, mais en outre par des fournitures de saumure, dont le marchand de sel devrait incontinent acquitter les droits.

La section centrale propose de supprimer la phrase finale du n° 2° de l'article 11, et de substituer dans le n° 2° de l'article 19, le mot générique *contribuable*, au nom spécifique *sauniers*; au moyen de ce léger changement, l'égalité de condition se trouvera rétablie.

§ V. *Fiscalités.*

ART. 23.

I. Les propriétés corrosives du sel l'ont de tout temps fait exclure des entrepôts publics. En peu de temps, ils les rendraient impropres à leur destination pour toute autre espèce de marchandise. Aussi tous ceux qui font le commerce de cette denrée ont-ils dû se procurer à grands frais les locaux appropriés à cette destination spéciale.

L'exclusion du sel des entrepôts publics doit être maintenue. Elle est dans l'intérêt de tout le monde : ainsi, pas de loyers à percevoir de ce chef au profit du trésor. En exiger pour des magasins qui ne sont pas la propriété de l'État serait une absurdité. L'article 23, n° 4°, n'a pas d'objet; et voyez avec quel discernement on fixe la quotité de ces loyers, quand on songe qu'il faudrait les payer à raison de 48 cents par quintal métrique et par an, pour une denrée dont le prix naturel n'atteint pas 1 fl. 50 c.!

Plusieurs sections se sont élevées contre une disposition aussi inexplicable, et la section centrale a été unanime pour en purger le projet.

ART. 23 et 37.

II. Le même article établi, en outre, d'abord un droit de surveillance à la charge des contribuables; ensuite un second à titre de frais d'ouverture des portes de leurs propres magasins; et, enfin, l'arti-

cle 37 les grève des frais de la pesée et du mesurage du sel, effectués par le fisc et dans son intérêt.

Ces dispositions ont été repoussées par plusieurs sections comme subversives du principe équitable consacré par l'article 204 de la loi générale du 26 août 1822, que les frais de toutes les mesures de vérification que le trésor prend dans son intérêt, sont à sa charge, et n'en rend le contribuable passible que quand celui-ci les a provoquées dans le sien.

La section centrale a été unanime pour réprover toutes ces dispositions d'une inique fiscalité, et propose, en conséquence, de les retrancher du projet.

§ VI. — *Pénalités.*

La fraude et la tentative de fraude doivent être punies; mais encore ne faut-il pas outrer la rigueur des peines.

ART. 3.

I. On avait pensé, à la 8^e section, qu'aller infliger l'emprisonnement pour un délit factice, c'était méconnaître tout à la fois le caractère de ce délit, la passion qui porte à le commettre et les droits de l'humanité. Cette opinion, reproduite à la section centrale, n'a pas réuni l'assentiment de la majorité. Là, on a considéré la conservation de l'emprisonnement comme une triste nécessité d'un impôt qui offre trop d'appâts à la contrebande, et, quoique à regret, la section en a voté le maintien. Néanmoins, elle propose d'en mitiger la rigueur, en abaissant le minimum du terme de six mois à trois.

ART. 9, 15, 16 et 19.

II. Dans le projet, on a partout fixé la quotité de l'amende au décuple droit.

Plusieurs sections ont réclamé contre un taux aussi exorbitant. L'amende équivaldrait à environ soixante fois la valeur naturelle de la denrée imposée, et pourrait s'élever dans certains cas à quelques centaines de mille florins. Appliquée dans toute sa rigueur, une amende aussi démesurément élevée équivaldrait souvent à la confiscation, que le congrès a abolie. Sa dureté même mettrait obstacle à son application. Presque partout, on a réclamé une forte réduction. La section centrale propose de la fixer à la moitié du taux actuel, c'est-à-dire au quintuple droit. Des changements dans ce sens ont été faits au projet, partout où il est question d'amende.

§ VII. — *Du transit.*

ART. 35.

I. La prohibition du transit pour le sel et la sau-

mure a excité de vives réclamations dans deux sections. On les a reproduites à la section centrale, où il y a eu partage sur cette question importante.

Si la futilité du motif allégué en faveur de cette mesure, tiré de l'avantage qu'elle procure aux sauniers, est évidente, on ne peut se dissimuler les inconvénients réels de l'abrogation de la prohibition, quant à la sûreté de l'impôt. C'est sous ce seul rapport que la question a paru douteuse à la section centrale. Toute la difficulté consiste à procurer au commerce les avantages du transit, sans détruire l'impôt. C'est le point de vue qui fixera sans doute l'attention du congrès, et déterminera sa décision.

§ VIII. — *Inadvertances et vices de rédaction.*

ART. 41 et 25.

I. Deux dispositions inconciliables avec tout le projet se sont glissées dans les articles 41 et 25.

Le projet impose la saumure; son introduction exige ainsi des lieux de dépôt pour sa conservation jusqu'au moment que le saunier l'emploie.

Par l'article 41, on exclut la saumure de l'entrepôt public, défense qu'il faut bien étendre au sel, puisque l'une et l'autre marchandises possèdent à des degrés éminents la propriété de rendre promptement le local où on les dépose impropre à tout autre usage. Mais l'article 25, dernier §, exclut encore la saumure de l'entrepôt fictif et de l'entrepôt particulier; de sorte qu'elle se trouverait réellement exclue de tous les lieux de dépôt connus dans le commerce.

La section centrale a réparé la méprise en modifiant la rédaction.

II. D'autres corrections, qui n'affectent pas le fond du projet, ni le sens des dispositions, vous sont également proposées, messieurs, par la section centrale. Elle doit l'avouer, elle s'est montrée peut-être trop discrète sous ce rapport : sa tâche était immense. Elle ne s'est attachée qu'aux vices de rédaction qui lui ont paru par trop saillants. Il serait fastidieux d'entrer à cet égard dans des détails. Le congrès pourra les apprécier lors de la discussion.

Tel est, messieurs, le résultat d'un laborieux et scrupuleux examen. Nous nous plaisons à le proclamer, le projet fait droit à presque tous les points des nombreuses réclamations qu'excite encore journellement la loi actuelle. Sous ce rapport, l'adoption du projet serait déjà un bienfait. Seulement il faut remarquer que l'opinion a tout à coup varié sur un objet important.

Depuis plusieurs années, les sauniers n'ont cessé de demander la conversion du crédit permanent en crédit à termes; et à peine l'administration a-t-elle manifesté l'intention de déférer à cette demande, et

d'étendre à ces industriels une mesure que le congrès a déjà appliquée aux marchands de vin et aux distillateurs, au contentement général de ces contribuables, que voilà tout à coup plusieurs sauniers qui réclament plus vivement que jamais contre une innovation qu'ils ont eux-mêmes provoquée!

Le maintien de l'état actuel était un moyen simple pour prévenir ces plaintes nouvelles. Mais il est à remarquer, messieurs, que le crédit permanent est inséparable de l'assujettissement du contribuable aux exercices, et de la non libre circulation du sel raffiné, deux mesures dont l'abolition est universellement réclamée comme un bienfait. Dans l'impossibilité de concilier des demandes inconciliables, la section centrale a cru devoir maintenir le système du projet. Il établit la libre circulation du sel raffiné; il affranchit les sauniers de la gêne des exercices, avantages qu'ils acquièrent par le sacrifice d'un mode de crédit dont encore naguère personne d'entre eux ne voulait.

Le rapporteur,

D'ELHOUENNE.

Le vice-président,

RAMBLET.

Projet de décret.

LE CONGRÈS NATIONAL DE NÈGRE NÈGRE NÈGRE,

Le congrès national,

Voulant affranchir la circulation du sel raffiné de toutes les formalités prescrites par la loi du 21 août 1822, sans porter atteinte au principe de l'impôt,

Décète :

A dater du 1^{er} juillet 1831, les dispositions de la loi spéciale sur le sel du 21 août 1822 (*Journal officiel*, n° 55), et celles de la loi du 24 décembre 1820 (*Journal officiel*, n° 76), sont abrogées et remplacées par celles ci-après.

A partir de la même époque, la circulation du sel raffiné sera libre à l'intérieur.

Redevabilité et montant du droit.

ART. 1^{er}.

L'accise sur le sel et la saumure est fixée comme suit :

§ 1^{er}. Comme au projet.

Sur le sel brut, à 6 florins les cent kilogrammes.

Sur la saumure, en raison de sa saturation, sur le pied de quatre kilogrammes de sel par hectolitre de saumure, par chaque série de 3 degrés du pèse-sel de Cartier.

L'eau saumâtre au-dessous de 3 degrés est exempte, à moins qu'on ne l'emploie dans les usines dites *gradeer-huyzen*; dans quel cas, on percevra le droit sur le pied de seize grammes de sel par litre d'eau de mer.

IMPORTATION.

Bureaux ouverts à l'importation.

ART. 2.

L'importation du sel et de la saumure n'est admise que par les seuls bureaux d'entrée et de déchargement suivants, savoir :

BUREAUX :

<i>D'entrée.</i>	<i>De déchargement.</i>
Ostende	{ Ostende.
Nieuport	{ * Bruges.
Lillo	{ Nieuport.
Zelzete	{ Anvers.
Frisange	{ * Bruxelles.
	{ * Louvain.
	{ * Gand.
	{ * Termonde.
	{ Frisange.

Prohibition et pénalités à l'importation.

ART. 3.

Tous auteurs ou complices d'importation de sel ou saumure par d'autres endroits que les bureaux d'entrée désignés à l'article précédent, seront punis d'un emprisonnement de trois mois, au moins, et d'un an au plus, outre l'amende du quintuple de l'accise sur la quantité importée et la confiscation des moyens de transport.

Cette fraude sera recherchée et poursuivie comme délit.

Déclarations et formalités au premier bureau.

ART. 4.

A l'importation du sel par la voie de terre, le voiturier fera la déclaration de son chargement, et l'on procédera immédiatement à sa pesée sur place.

On procédera de même à l'égard de la saumure,

en substituant à la pesée la vérification du degré de concentration et le jaugeage des vaisseaux.

A l'entrée du sel et de la saumure par mer, et après que la déclaration aura été faite conformément aux dispositions de la loi générale en vigueur, relatives à l'importation, les employés constateront l'état de la cargaison et du bâtiment employé au transport; ils vérifieront le tirant d'eau par les moyens à prescrire par l'administration; assureront la fermeture des écoutilles et ouvertures, au moyen de plombs ou scellés, et feront convoier le bâtiment jusqu'au lieu du déchargement : opérations qu'ils relateront sur l'expédition.

Déclarations et formalités au bureau de déchargement.

ART. 6.

Comme au projet; lisez : *six jours*, au lieu de *quatre*, à la 2^e ligne du 2^e paragraphe.

Dispositions en cas d'avarie.

ART. 7.

Comme au projet; substituez *kilogrammes et hectolitre* aux mots *livres et baril*, à l'avant-dernière ligne du 1^{er} paragraphe.

ART. 8.

Comme au projet.

Déchargement et vérification.

ART. 9.

Comme au projet, en retranchant les mots *en raison de sa consistance*, à la 1^{re} ligne du 2^e paragraphe.

Suite de la vérification et pénalités en cas de différence.

ART. 10.

Comme au projet; substituez *quintuple* de l'accise au mot *décuple*, à la 7^e ligne du 2^e paragraphe.

Mode d'entèvement à la suite d'importation.

ART. 11.

Comme au projet; retranchez seulement la dernière phrase du n° 2°, *mais uniquement pour le sel brut*, et ne laissez subsister au 4° que les mots : *sous dépôt à l'entrepôt*, en supprimant ceux de *public*, à l'exception de la saumure, qui ne pourra y être admise.

Crédit permanent, magasins, entrées, sorties, recensements et autres formalités.

ART. 12.

Comme au projet ; substituez *locaux* au mot *magasins* dans le n° 1°, et *local* à *magasin* au n° 2°.

7° Les recensements de toute espèce de sel brut pourront s'opérer au moyen du mesurage cubique : le poids moyen du mètre cubique s'établira par la pesée de dix mesures, chacune d'un hectolitre, prises à différents endroits de la masse de sel.

On n'aura point égard, dans les recensements, à une différence en plus ou en moins de 4 pour cent, s'ils se font au poids, et de 6 pour cent quand ils ont lieu par le cubage.

Si la différence excède ces limites, elle donnera lieu à l'amende du quintuple droit.

Le propriétaire du sel pourra méconnaître l'exactitude du cubage, et exiger le recensement à la pesée.

Dans le paragraphe suivant, changez seulement le mot *décuple* en *quintuple*.

Dans l'avant-pénultième, transportez seulement les mots *au paiement* de la 10^e à la 9^e ligne, après *retarder*, et en remplacement de *celui*.

Apurement du crédit permanent.

ART. 15.

Les trois premiers alinéa conservés.

Lisez le troisième ainsi :

3° Sous livraison aux pêcheurs et aux fabricants de soude, jouissant, en vertu de la loi, de l'exemption de l'accise.

Le reste de l'article est conservé.

ART. 14.

Conservé.

ART. 15.

Comme au projet ; ajoutez *qui est*, à la 4^e ligne du 4^e paragraphe, après le mot *celui*, et substituez *quintuple* au mot *décuple*, avant-dernière ligne du même paragraphe.

ART. 16.

Pour effectuer la livraison aux personnes jouissant de l'exemption mentionnée au § 3 de l'article 13, le vendeur doit produire préalablement au receveur un certificat de son collègue du lieu de la destination, constatant que le destinataire exerce, en effet, l'une des deux professions qui jouissent de l'exemption de l'accise; après que le vendeur aura fait la déclaration des quantités, ainsi que de l'es-

pèce de sel vendu, il lui sera délivré, pour accompagner le transport, un permis (A) indiquant le nom et la résidence du destinataire, ainsi que les quantités et espèces de sel à expédier. Cette quantité sera vérifiée et pesée au départ, par les employés, qui la certifieront sur le document.

Un double (B) de ce permis sera adressé au receveur de la destination. A l'arrivée du sel, la pesée en sera immédiatement opérée aux frais du cessionnaire, par les employés, qui procéderont sans délai au mélange et à l'altération de la partie entière.

Les trois derniers paragraphes comme au projet : substituez seulement *quintuple* au mot *décuple*, 7^e ligne du dernier paragraphe.

Crédit à termes, époques des échéances.

ART. 17.

Comme au projet ; retranchez les mots : *le sel raffiné et*, avant-dernière ligne, 1^{er} §; substituez *sera à devra en être*, 2^e ligne du second.

Le saunier qui désire jouir du crédit à termes l'obtiendra dans la proportion suivante, tant pour le sel brut que pour la saumure.

Si le droit n'excède pas en principal la somme de 500 florins, le paiement sera effectué dans le mois qui suivra la date de la prise en charge.

Obligations à remplir pour conserver la faculté de transport du sel brut.

ART. 18.

Comme au projet; substituez seulement, à la dernière ligne du 4^e paragraphe, *quintuple* au mot *décuple*.

Mode d'apurement des comptes de crédit à termes.

ART. 19.

Les trois premiers alinéa comme au projet, et substituez aux n° 2° et 3°, en conservant le n° 4°, ce qui suit :

2° Par la livraison du sel ou de la saumure à d'autres contribuables avec transcription de l'impôt et des termes de crédit.

3° De même par la livraison aux personnes jouissant de l'exemption de l'accise, en vertu de l'article 27.

ART. 20.

Le second paragraphe de cet article est supprimé.

ART. 21.

Comme au projet.

ART. 22.

Comme au projet; substituez *quintuple* au mot *décuple*, 7^e ligne du 4^e §.

ART. 23.

Comme au projet; supprimez au n° 1^o les mots *contigus aux bâtiments des entrepôts publics et*; ajoutez au n° 2^o, 4^e ligne, après *accidents*, les mots: *non constatés*. Les six premiers alinéa du n° 4^o sont supprimés. Retranchez les deux derniers mots: *ou particulier*, du dernier alinéa.

Apurement des comptes d'entrepôt.

ART. 24.

Comme au projet; 3^e §, 5^e ligne, lisez *le dernier article*.

ART. 25.

Comme au projet.

Déduction pour compenser la perte sur le raffinage.

ART. 26.

Supprimé.

Exemptions.

ART. 26.

Remplacez l'article par les dispositions suivantes:

Les pêcheurs et les fabricants de soude jouiront de l'exemption de l'accise pour le sel qu'ils emploient dans leur industrie.

Le sel sera déposé dans le local convenu avec l'administration, et la clef remise au receveur des accises.

Il ne sera délivré aux pêcheurs qu'au moment de mettre en mer, et sera convoyé jusqu'à son transport à bord.

L'administration prendra immédiatement toutes les dispositions requises, pour empêcher toute communication avec le bâtiment jusqu'à sa sortie du port, et pour mettre obstacle à ce qu'il aborde ensuite et décharge le sel en fraude des droits.

Au retour du bâtiment, on prendra de pareilles précautions pour faire réintégrer le sel non employé dans le local affecté à cette destination.

ART. 27.

Le sel destiné aux fabricants de soude sera immédiatement rendu impropre aux usages culinaires à son arrivée à sa destination, en présence des employés désignés à cet effet.

On emploiera à cette fin l'acide sulfurique et la décoction de deux kilogrammes de gentiane bouillie pendant trois heures dans quatre litres d'eau, pour chaque quintal métrique de sel.

Sauneries artificielles.

ART. 28.

Aucun établissement pour l'évaporation artificiel de l'eau de mer ne peut être érigé sans déclaration préalable au bureau du receveur du lieu de la situation.

Le reste comme au projet: dernier paragraphe, 5^e ligne, changez *autorisés* en *déclarés*; et le mot *illicite* en *clandestinement*.

Dispositions générales et particulières.

ART. 29.

Comme au projet; substituez *quintuple* à *décuple*, avant-dernière ligne.

ART. 30 et 31.

Conservés.

ART. 32.

Comme au projet; retranchez le mot *dûment* dans la 5^e ligne, et substituez: *si elle excède ce taux sans dépasser*, aux mots: *si elle ne dépasse pas*.

ART. 33, 34 et 35.

Conservés.

ART. 36.

Comme au projet; changez *décuple* en *quintuple*, avant-dernière ligne, dernier paragraphe.

ART. 37.

Supprimé.

ART. 38, 39 et 40.

Conservés.

Dispositions transitoires.

ART. 41.

Comme au projet, en substituant au n° 1^o ce qui suit:

1^o A l'égard des négociants jouissant de crédit permanent pour le sel brut, leur compte sera continué sur le pied actuel, si toutefois ils ont dès à présent un compte séparé pour chacun de leurs locaux. Dans le cas contraire, on procédera à la vérification des quantités déposées dans chaque local.

Substituez *dans* au mot *endéans*, 4^e ligne du n° 2^o; coupez la phrase après le mot *crédit*. 2^e §, dernière ligne, changez *qui précède* en *17*. Au n° 3^o, dernière ligne, 1^{er} §, ajoutez *18 et suivants* après *articles*.